

# Synthèse collective - session 2

## Les crises transforment l'Union Européenne

- 2019 – 2020 crise COVID. Réponses de l'UE : achat de vaccins et d'équipements en commun + **plan de relance** de 750 milliards d'euros (800 milliards en € courants) grâce à un emprunt collectif faisant passer le budget pluriannuel de l'UE pour 2021-2027 de 1210 milliards à 2000 milliards (Julie Buy)
- 2022 : guerre en Ukraine. Réponses : les **solidarity lanes** (pour faciliter les exportations agricoles et le commerce bilatéral entre l'Ukraine et l'UE, augmentation de la capacité de transport ferroviaire de marchandises, ouverture des corridors de fret) + une enveloppe dédiée à la mobilité militaire + le plafonnement des prix de l'énergie.
- 2022 : loi américaine Inflation Reduction Act – IRA qui prévoit de consacrer un budget de 370 milliards de dollars à des mesures de soutien à la politique industrielle verte des États-Unis. Réponse de l'UE : le **Net Zero Industry Act**. Concrètement : allègement des démarches administratives pour les industries vertes, assouplissement des règles en matière d'aides d'Etat pour faciliter l'investissement public.
- Perspective d'une crise relative à Taiwan : crainte des pays qui attendent la protection de l'OTAN que le parapluie américain se focalise plus sur le pacifique + prise de conscience de l'extrême dépendance de la chaîne de valeur des semi-conducteurs à l'égard d'un nombre très limité d'acteurs dans un contexte géopolitique complexe. Réponse : le **Chips Act** sur les semi-conducteurs.
  - « *Si on commence à sortir de la dépendance russe pour le gaz, on est maintenant de plus en plus tournés vers la réduction de la dépendance aux terres rares chinoises* » (Eric Maurice)
  - « *La bataille pour l'accès au sourcing des matériaux a commencé* » (Pascal Canfin)
  - « *La question des matières premières est critique et impactante pour la souveraineté de l'UE : produire 10% de nos matières premières annuelles signifie ouvrir des mines de lithium, de cobalt et de nickel. On est dépendant pour l'extraction, mais aussi pour la transformation.* » (Cyril Piquemal)
- Perspective des élections européennes 2024 : « *Pour l'instant on n'a rien perdu de l'ambition ambitiale, mais on ne sait pas si tout ce qu'on a construit est pérenne* » (Pascal Canfin)

## « A chaque crise, l'importance du Green deal se renforce » (Cécile Combette Murin)

- Une cinquantaine de lois qui permettent de passer « *de l'aval à l'amont, en remontant toute la chaîne depuis ce qui roule jusqu'aux carburants et aux sources de production de l'énergie* » (Pascal Canfin)
- **Fit for 55** : un paquet législatif de 14 lois, dont 7 liées aux transports : réforme du système d'échange de quotas d'émissions (extension au maritime, au routier, au bâtiment, ... ; fin des quotas gratuits ; ajustement carbone aux frontières), des normes 0 émission pour les voitures, un règlement sur les infrastructures pour les carburants alternatifs (tous les 60km pour l'électrique, tous les 150 km pour l'hydrogène sur les principaux axes routiers de l'UE), des normes pour les carburants alternatifs aériens, une stratégie pour construire une industrie européenne de la batterie, des standards CO2 pour les bus et les camions, ...

## Le choix technologique, l'absence du levier « sobriété »

- « *Le rationnement personne n'en parle ici, nous avons une entrée très technologique parce que ça correspond avant tout à notre champ de compétences.* » (Canfin)
- « *L'énergie va devenir de plus en plus rare donc de plus en plus chère. La sobriété va donc s'imposer... mais par les prix.* » (Dominique Riquet)
- Le RTE-T encourage plutôt la création de **nouvelles infrastructures** (ferroviaires et routières, mais aussi le passage aux 2X2 voies routières pour sécurisation)

## Décarbonation rime avec besoin de production (électrique)

- « *Souveraineté et autonomie énergétique vont de paire : pas de véhicule électrique sans capacité de produire des batteries.* » (Cyril Piquemal)
- « *Rien que pour décarboner l'aérien, on a besoin de 400 terrawatt d'électricité. C'est la production française annuelle ! Nous sommes loin d'avoir l'électricité pour accompagner toutes les mesures prévues. Il faut un plan d'urgence pour le nucléaire maintenant, pas en 2030.* » (Dominique Riquet)
- Le mix énergétique reste une compétence nationale. Mais un débat musclé a eu lieu sur la **taxonomie** des activités économiques. La France a réussi à faire intégrer la production d'électricité d'origine nucléaire, l'Allemagne les centrales à gaz. Le nucléaire est considéré comme « énergie de transition » par la France (suivie par les pays de l'Est), ce qui crée des tensions avec l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche ou le Luxembourg. Tensions réactivées par la directive énergies renouvelables qui fixe des cibles élevées d'hydrogène renouvelable (produit à partir d'énergie non nucléaire).

## Contraindre : qui et comment ?

- « *Avec les crises récentes on peut se demander si on n'est pas passés d'une Europe du marché à une Europe administrée.* » (Philippe Duron).
- **L'interdiction de la vente des véhicules thermiques neufs** à l'horizon 2035 comme prise de position forte (même si on a introduit une clause de révision en 2028). Impossibilité de pousser la réflexion sur d'autres règles pour faire bouger les constructeurs (taille des véhicules, performance, low tech...) « *Carlos Tavarès préfère la valeur au volume, il mise sur le haut de gamme pour dégager des marges et on ne peut pas l'obliger à se positionner autrement.* » (Pascal Canfin)
- « *Attention à ne pas passer pour un législateur intempestif. On vient de produire un énorme empilement réglementaire bureaucratique... On a déjà une présomption d'illégitimité démocratique forte envers l'UE.* » (Cyril Piquemal). Fit for 55 : deux directives à transposer dans les droits nationaux. Le reste du paquet (règlements) va s'appliquer directement.
- « *On doit jouer sur les contrats des concessions des autoroutes pour accélérer la décarbonation. Encadrer les opérateurs, c'est crucial.* » (Patrick Vieu)

## Financer sans (vrai) budget

- Pour l'instant 87 milliards d'argent européen sont fléchés pour le RTE-T, mais l'estimation des besoins d'ici à 2040 tournent autour de 700 milliards (Julie Buy)
- « *L'Europe est un nain budgétaire. 90% des fonds repartent dans les Etats. Ce qu'on cherche en investissant dans la transition écologique c'est à créer un effet d'aubaine pour accélérer les projets.* » (Dominique Riquet)
- « *La suspension des mécanismes de contrôle du Pacte de Stabilité de Maastricht est prévue jusqu'en 2024... mais quid de l'après ? Les 60% et 3% vont-ils redevenir structurants dans les réflexions ?* » (Philippe Duron) « *Le logiciel européen est paramétré sur une inflation basse et une rigueur budgétaire* » (Cécile Combette Murin)

## Un cadre européen, des situations nationales contrastées

- « *Chaque pays a un modèle différent pour financer son réseau ferroviaire : la Suède fait payer le contribuable, la France les usagers, la Grande Bretagne par des aides sur les réseaux mais sans soutien aux opérateurs...* » (Patrick Vieu)
- En Allemagne, le secteur des transports est le mauvais élève de la décarbonation malgré des investissements sur le ferroviaire ferroviaire (voyageur et fret) et des ambitions fortes sur le

véhicule électrique. Tentative du ticket à 9 euros (puis 49 euros) qui a permis plus de mobilités mais pas moins de CO<sub>2</sub>. (Catharina Horn Saada)

- En Belgique on considère la route comme le premier problème et donc le premier levier. On agit notamment sur la fiscalité des véhicules de société (qui ne sont plus déductibles de l'impôt, sauf pour les électriques). (Laurent Franckx)
- En Italie, « *on a plein de plans mais peu de mise en œuvre !* ». Mais le Plan de Relance italien mise beaucoup sur l'offre d'infrastructures nouvelles. En insistant notamment sur le besoin de rééquilibrage nord/sud. (Cristina Pronelo)

### **A qui la patate chaude de l'acceptabilité ?**

- Un Fonds social pour le climat (66 milliards € + des cofinancements nationaux à hauteur de 25%) financé par la vente des quotas d'émissions + un Fond pour la transition juste pour accompagner les dommages « collatéraux » de la TE (soutien à la reconversion des salariés des industries les plus carbonées par ex.)
- Le prix du CO<sub>2</sub> au niveau de l'UE est estimé sur une base proche de la valeur française (44 euros) « *Pour nous ça n'aura pas d'impacts, mais pour les polonais par exemple ça va être plus dur... Il faudra voir comment c'est reçu.* » (Pascal Canfin)
- Des enjeux de production énergétique forts qui vont forcément créer des tensions : quelle acceptabilité de la (ré)ouverture de mines ?